

## Il faut en finir avec les GES d'ici 2100

SOURCE : Le Devoir ; Alexandre Shields - Avec l'Agence France-Presse ; 2014-11-03

L'humanité doit éliminer complètement ses émissions de gaz à effet de serre d'ici la fin du siècle, prévient le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans le rapport synthèse qui doit servir de base scientifique aux négociations climatiques mondiales. Et ce virage draconien peut se faire sans menacer la croissance économique.

Le document produit par plus de 900 scientifiques et publié dimanche laisse peu de place au doute en ce qui a trait à la réalité des bouleversements climatiques provoqués par notre dépendance aux énergies fossiles. La température moyenne connaît une hausse significative, le niveau des océans augmente et ceux-ci s'acidifient, les événements climatiques extrêmes sont plus nombreux, la banquise de l'Arctique fond et les rendements agricoles reculent.

Ces bouleversements sans précédent sont directement liés aux émissions croissantes de gaz à effet de serre (GES) résultant de l'activité humaine. En fait, les concentrations de GES dans l'atmosphère ont atteint les niveaux les plus élevés « depuis 800 000 ans ». Et si la tendance se maintient, le rythme des émissions aura des impacts « graves, étendus et irréversibles », souligne le GIEC.

En plus de la pléthore d'impacts environnementaux, la sécurité alimentaire de millions d'êtres humains sera alors menacée, les ressources d'eau potable risquent d'être réduites, des populations entières seront forcées de migrer et les conflits pour l'accès aux ressources se multiplieront.

Mais cette tendance lourde n'est pas une fatalité, selon le président du GIEC, Rajendra Pachauri. « Nous avons les moyens de limiter les changements climatiques, a-t-il affirmé dimanche. Tout ce qu'il faut, c'est la volonté de changer, qui sera motivée par le savoir et la compréhension de la science des changements climatiques. »

### Virage radical

Éviter le pire impliquerait cependant d'opérer rapidement un virage sans précédent dans l'histoire de l'économie mondiale. Selon les scientifiques, il faudrait réduire les émissions mondiales de 40 à 70 % d'ici 2050 (par rapport à 2010) et les faire complètement disparaître en 2100. À titre de comparaison, les émissions de GES du Canada doivent au contraire poursuivre leur croissance marquée, en raison de l'exploitation pétrolière.

Cette nécessaire refonte en profondeur de notre modèle énergétique exigerait des investissements de plusieurs centaines de milliards de dollars par an d'ici 2030, notamment pour des mesures d'efficacité énergétique et la production décarbonée d'électricité. Le GIEC mise aussi sur le développement de la technologie de la capture et du stockage du carbone, une technique qui est pour le moment expérimentale.

Lutter contre les changements climatiques ne nuirait pas pour autant à la croissance de l'économie mondiale, estiment les experts. Des efforts « ambitieux » de réduction de gaz à effet de serre feraient baisser de 0,06 point le taux mondial de croissance, estimé entre 1,6 et 3 % par an au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. En contrepartie, soutient le GIEC, « plus nous attendons pour agir, plus ce sera coûteux ».

Pour le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, agir pour éviter des bouleversements catastrophiques du climat pourrait même « *contribuer à la prospérité économique* ». Alors que les gouvernements canadiens et québécois se font les ardents défenseurs de l'exploitation d'énergies fossiles, Ban Ki-moon a souligné dimanche la nécessité de s'en détourner. « *Je tente de convaincre les entreprises [...] telles que les fonds de pension et les compagnies d'assurance* » de « *réduire leur investissement dans le charbon, dans l'économie basée sur les énergies fossiles et de se tourner vers les énergies renouvelables* ».

Pétrole contre climat

Professeure à l'université McGill et titulaire de la chaire de recherche du Canada sur l'atténuation des changements climatiques, Catherine Potvin a d'ailleurs déploré dimanche le virage vers le pétrole du gouvernement du Québec. « *En 2009, j'avais rencontré le premier ministre Jean Charest et je sentais que le Québec voulait se démarquer du Canada, qui est loin de faire ce qu'il devrait en matière de lutte contre les changements climatiques. Mais maintenant, avec l'engouement du gouvernement pour le pétrole au Québec, ça pose des questions. On ne peut pas affirmer qu'on fait des efforts pour le climat tout en réorientant notre économie vers les combustibles fossiles.* »

Pour Mme Potvin, les constats du GIEC sont clairs et ne laissent pas de place à la contestation de la part des climato-sceptiques. « *Le GIEC est très crédible. Ce qui est publié dans le rapport du GIEC, ce ne sont pas les opinions d'une sorte d'extrême gauche catastrophiste. Ce qui est publié, ce sont les éléments d'une grande évidence scientifique.* »

« *La science a parlé, a justement déclaré dimanche Ban Ki-moon. Il n'y a aucune ambiguïté dans leur message. Les leaders doivent agir. Le temps n'est pas de notre côté.* » Reste à voir si les négociations en vue de l'adoption d'un plan mondial de lutte contre les changements climatiques déboucheront sur un accord suffisamment ambitieux. Ce nouvel accord, qui entrerait en vigueur en 2020, doit être signé à Paris à la fin de 2015.

Les tractations s'annoncent pour le moins ardues. Des pays comme les États-Unis et le Canada veulent imposer des efforts de réduction de GES à tous les pays, une allusion directe à des pays comme la Chine et l'Inde. C'est d'ailleurs là un noeud majeur dans les négociations. Ces deux importants émetteurs de GES, fortement dépendants du charbon, tiennent au contraire mordicus au principe voulant que les pays développés aient une « *responsabilité historique* », donc plus grande, dans les bouleversements du climat.